

Fausse pistes...*

L'ARTICLE intitulé : « Reconstituer la Somalie » (*Politique africaine*, n° 49) ne peut laisser indifférent le politologue spécialisé sur ce pays ni rester sans réponse.

Contrairement à ce qu'en suggère le titre, l'auteur ne consacre à la crise somalienne que les deux premières pages de son texte, pour ensuite aborder successivement l'agriculture et le pastoralisme dans la Corne, la situation à Djibouti, le nationalisme pansomali, l'histoire antique de la région, les Oromo, l'épopée de Sayyid Mahamed 'Abdulle Hasaan ; autant de thèmes dont la portée explicative du drame somalien n'est pas en l'occurrence, vraiment démontrée.

Didier Morin omet de citer la littérature existante, relativement abondante, sur les racines de la crise comme sur les événements récents — dont trois articles parus dans *Politique africaine* depuis mars 1991. Que l'ouvrage de Philippe Decraene publié en 1977 soit la seule référence en français, en dehors d'un article publié par l'auteur lui-même en 1986, est pour le moins étonnant. Une meilleure connaissance de la bibliographie sur ce pays lui aurait peut-être permis d'éviter quelques erreurs et contresens.

Ainsi, il est particulièrement malheureux d'écrire que le général Mahamed Faarah 'Aydiid est abgaal alors qu'il est habar gidir/sa'ad. Le clivage clanique fut en effet une dimension importante, quoique non exclusive, de la guerre qui a opposé entre septembre 1991 et mars 1992

les partisans de 'Aydiid à ceux de 'Ali Mahdi Mahamed (abgaal/harti) pour le contrôle à la fois de la capitale et du leadership de l'USC (Congrès unifié somali). De plus, les éléments biographiques donnés sur le général 'Aydiid sont erronés : ambassadeur en Inde et non au Pakistan jusqu'en 1989, il avait été emprisonné par Siyaad Barre immédiatement après le coup d'État de 1969 et jusqu'en 1975.

L'accord d'octobre 1990 entre le SPM (Mouvement patriotique somali), le SNM (Mouvement national somali) et l'USC-'Aydiid n'avait rien de secret contrairement à ce qu'affirme D. Morin. Il s'agissait pour trois des fronts d'opposition armée d'allumer un contre-feu face au Groupe du « Manifesto » lancé le 15 mai précédent et dont le rôle politique à Mogadiscio n'avait cessé de croître, avec le soutien des chancelleries occidentales. Celles-ci entendaient en effet favoriser une transition pacifique du pouvoir alors que les fronts d'opposition armée exigeaient préalablement le départ de Siyaad Barre. Bien que les membres du « Manifesto » fussent pour beaucoup des notables et des commerçants, cette opération n'avait rien d'un « mouvement revendicatif à caractère surtout économique ». Le refus des Isaaq de Mogadiscio d'y participer pour ne pas gêner la stratégie du SNM confirme bien la dimension fondamentalement politi-

* L'article de D. Morin « Reconstituer la Somalie » a suscité une réaction critique que nous publions dans le souci du débat scientifique (ndlr).

que du « Manifesto » qui demandait le départ de Siyaad Barre, après une courte transition assurée par un gouvernement de sages.

Les références successives au SNM et au Nord-Ouest somalien traduisent de la part de l'auteur une certaine ignorance des processus politiques à l'œuvre dans cette région. Ainsi, l'origine de la sécession du Somaliland ne réside pas dans la déception de 'Abderahmaan Tuur à la suite de l'installation de 'Ali Mahdi comme président intérimaire, elle a des causes plus profondes et occupait déjà les esprits des participants au *shir* de Berbera dès février 1991 (1). Il est aussi inexact d'écrire que « le troc s'est substitué à l'économie monétarisée » dans le Somaliland. Au contraire, le commerce, s'il n'a pas retrouvé son niveau antérieur à la guerre, y est actuellement très actif et le troc quasi inexistant, sauf dans des zones rurales reculées. La pénurie de liquidités qui est apparue récemment dans le Nord-Ouest est liée à court terme à l'effet d'aspiration produit par l'intervention militaire au Sud (le cours du dollar était au début janvier trois fois plus avantageux à Modagiscio qu'à Hargeisa) et à plus long terme, à l'inflation, la masse monétaire ne s'étant pas accrue — faute d'État pour faire imprimer des billets — en proportion des besoins de transaction.

Ce ne sont pas les maquisards du WSLF (Front de libération de la Somalie occidentale) qui ont créé le SNM, bien au contraire. Dominé par des Daarood, notamment de clan ogadeen, le WSLF a constitué pour Siyaad Barre, dans les années 80, un instrument de lutte clandestine contre le SNM, de l'autre côté de la frontière, et offert un cadre pour embrigader contre les Isaaq les Ogadeen éthiopiens réfugiés dans le

Nord-Ouest. Ces réfugiés de la guerre de 1977-1978 n'ont certainement pas tous été « sujets à de multiples discriminations », beaucoup d'Ogadeen originaires d'Éthiopie ont été intégrés dans l'armée et l'administration. Ils occupaient une bonne place notamment dans la NRC (Commission nationale aux réfugiés).

Il n'y avait pas de « division quadripartite du pays jusqu'à l'arrivée des Américains », mais un fractionnement encore plus poussé, les noms de villes cités par l'auteur ne faisant d'ailleurs référence qu'à 40 % environ du territoire. Les « lignes de front » étaient mouvantes, il ne s'agissait pas d'entités territorialement stables et contrôlées. De plus, le général 'Aydiid était parvenu à construire une alliance politique — la SNA (Somali National Alliance) — à partir de ses succès militaires du printemps 1992, ce qui lui a un temps permis de transcender l'émiettement clanique. Notons au passage que Ahmed 'Umar Jees n'a jamais été l'allié de 'Ali Mahdi comme le prétend D. Morin, mais bien celui de 'Aydiid au sein de la SNA.

La première conférence d'Addis Abeba au début décembre 1992 n'avait pas pour objet la réconciliation nationale, mais l'assistance humanitaire, en particulier l'application du « Plan des cent jours » des Nations unies. Quant aux raisons de l'échec de la seconde en janvier, elles ne peuvent se résumer à une lapidaire mention de « l'absence des intellectuels », lesquels ne constituent pas au demeurant un groupe autonome structuré, mais s'impliquent dans les factions politico-militaires et sont souvent les premiers à tenir un discours claniste.

(1) Voir l'article consacré au Somaliland dans le dossier du présent numéro.

Enfin, l'affirmation selon laquelle des religieux intégristes feraient pression en faveur du retour à une transcription du somali en caractères arabes nous paraît largement démentie sur le terrain.

Au-delà de ces erreurs factuelles, l'éloge de « la politique audacieuse de Siyaad Barre » au début des années 70 nous paraît discutable. Louer le « legs positif » de l'adoption d'une transcription du somali et des campagnes d'alphabétisation subséquentes, c'est faire l'économie d'une analyse sociologique qui en évalue les finalités et l'impact réel sur la société somalienne.

Dans ses développements sur l'histoire et le nationalisme somali l'auteur semble ignorer les principaux débats historiographiques depuis les années 60, notamment les contributions des sociolinguistes ; il présente comme des certitudes (« ce que l'on sait par de multiples recoupements ») des conclusions encore largement controversées.

Les affirmations relatives à la localisation et l'importance numérique des islamistes dans le Nord-Ouest du pays nous paraissent, pour l'avoir vérifié sur le terrain, largement inexactes et le lien établi entre ces mouvements et les derviches du Sayyid Mahamed 'Abdulle Hasaan constitue un contresens sur les dynamiques profondes de l'islam somalien. C'est bien contre les tariqa soufies que les militants de l'islam radical prônent un retour à la véritable foi. Sur le terrain, les sheikhs soufis se sentent directement menacés et s'opposent autant que possible à l'expansion de Al Ittihad.

Nous souhaitons vivement que Didier Morin s'intéresse au corpus des poésies orales à contenu politique, dont la production a été démultipliée par la situation de guerre civile. Il y a là, assurément, matière à une contribution essentielle et passionnante sur l'énonciation du politique dans cette société.

Daniel Compagnon

Histoire d'un enjeu politique : la vision évolutionniste des événements touaregs 1990-1992

A propos de mon article : « Bandits, rebelles et partisans : vision plurielle des événements touaregs 1990-1992 », paru dans le n° 46 de *Politique africaine*, A. Bourgeot soulève à sa manière le problème des rapports entre science et politique (« L'enjeu poli-

tique de l'histoire : vision idéologique des événements touaregs (1990-1992) », *Politique africaine* n° 48).

Le postulat de base qui sous-tend toute sa démonstration et toutes ses affirmations — y compris les plus gratuites, celles qui appartiennent